

Unité départementale de la Vendée
Bâtiment A - Cité Travot
10, rue du 93^{ème} régiment d'Infanterie
CS70766
85020 LA ROCHE SUR YON CEDEX

La Roche-sur-Yon, le 11 Mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

DESIGN INOX VENDEE SARL

ZI du Bois Joly Sud
Rue Johannes Gutenberg - BP 312
85503 Les Herbiers

Références : D23.0221
Code AIOT : 0006306503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement DESIGN INOX VENDEE SARL implanté ZI du Bois Joly Sud Rue Johannes Gutenberg - BP 312 85500 Les Herbiers. L'inspection a été annoncée le 02/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DESIGN INOX VENDEE SARL
- ZI du Bois Joly Sud Rue Johannes Gutenberg - BP 312 85500 Les Herbiers
- Code AIOT : 0006306503
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DESIGN INOX VENDEE a pour activité principale la fabrication d'éléments et structures en acier inoxydable et aluminium. Les installations sont soumises à enregistrement pour les activités de traitement de surface (rubrique 2565-2) et à déclaration pour les produits chimiques liquides toxiques présents (rubriques 4110-2 et 4120-2).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la gestion de crise : l'état des stocks, le confinement des eaux polluées lors d'un accident/incendie, la gestion des produits incompatibles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des stocks des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 13/05/2013, article 7.1.1	/	Sans objet
4	Gestion des produits	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
6	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
7	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 III	/	Sans objet
8	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aire de chargement - suite inspection du 26/06/2020 (NC2)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 IV	/	Sans objet
3	Etiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 13/05/2013, article 7.4.1	/	Sans objet
5	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté au cours de ce contrôle :

- la réalisation des actions correctives suite aux non-conformités constatées lors de l'inspection du 26/06/2020 ;
- des non-conformités concernant le plan de localisation des stockages des matières et produits dangereux, leur gestion par du personnel désigné et formé, la gestion de l'incompatibilité d'un produit du site et la procédure de confinement des eaux incendie pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives ou apporter les justificatifs de conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aire de chargement - suite inspection du 26/06/2020 (NC2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 IV
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes pour les produits liquides sont étanches et reliées à des rétentions.
Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté que l'exploitant a modifié son installation pour la récupération des effluents de rinçage des bacs de traitement de surface en l'équipant d'un système de traitement de ces effluents situé dans le bâtiment de production à proximité de la zone de stockage des produits chimiques. Les effluents recueillis dans les cuves situées à l'extérieur du bâtiment sont pompés pour être traités dans un système de neutralisation/évaporation. Cette modification conduit à ne plus avoir de pompage des effluents directement dans les cuves à l'extérieur du bâtiment. La non conformité constatée en 2020 n'est donc plus constatée.
Observations : Conformément aux dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 13/05/2013 et de l'article R.181-46 du code de l'environnement, l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet la modification effectuée concernant le traitement des effluents qui a évolué depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/05/2013.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des stocks des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2013, article 71.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir un état indiquant la nature et la quantité de produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. L'exploitant dispose de documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...). Les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Lettre préfectoral du 15/11/2016 donnant acte du bénéfice des droits acquis pour les rubriques à déclaration : - 4110-2-b liquides toxicité aiguë catégorie 1 (200 kg) - 4120-2-b liquides toxicité aiguë catégorie 2 (5,3 t)
Constats : L'exploitant dispose d'un état des produits chimiques présents dans l'établissement indiquant les quantités de produits chimiques stockés sur rétention, les volumes des 4 bains de traitement de surface et de la cuve de récupération des effluents souillés. L'exploitant dispose d'un système informatique ERP pour gérer les produits présents sur site. L'exploitant indique par ailleurs qu'un inventaire physique est effectué mensuellement. D'après l'état des stocks fourni et la quantité constatée lors de la visite des installation, les quantités présentes respectent la quantité maximale de 5,3 tonnes pour la rubrique 4120-2-b de la nomenclature des installations classées (donné acte n°AL n°2016/1025 du 15/11/2016). Le jour de l'inspection, il n'y avait pas de produit relevant de la rubrique 4110-2-2 présent sur le site. L'exploitant ne dispose pas d'un plan des stockages à jour permettant de localiser précisément les risques sur le site. L'exploitant dispose par contre des fiches de données de sécurité des produits présents sur site. Documents consultés : - stock produits chimiques DIV du 03/04/2023 - fiche de données de sécurité du produit DBP302 révision n°7 du 16/11/2022 - fiche de données de sécurité de la lessive de soude à 30% révision n°3 du 15/05/2019 - fiche de données de sécurité du produit Avesta204 révision 10 du 10/11/2020
Observations : L'exploitant doit établir un plan général à jour des stockages et le fournir à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2013, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger définis dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits sont indiqués de façon très lisible.
Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté que les containers de 1 m3 et les bidons stockés dans le local "réserve" et contenant des produits chimiques dangereux sont correctement étiquetés et comportent les symboles de danger figurant sur les fiches de données de sécurité. Par ailleurs, la nature du mélange et les symboles de danger sont bien présents sur les 2 cuves de stockage d'effluents liquides situées à l'extérieur du bâtiment de production (affiches mises en place suite à l'inspection du 26/06/2020 – NC1). Documents consultés : <ul style="list-style-type: none">- fiche de données de sécurité du produit DBP302 révision n°7 du 16/11/2022- fiche de données de sécurité du produit DBP2000 révision n°9 du 16/11/2022- fiche de données de sécurité de la lessive de soude à 30% révision n°3 du 15/05/2019
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Produits chimiques, Stockage des substances et mélanges dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les réserves [...] et des autres substances ou mélanges dangereux à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H350, H351, H370 ou H372 sont entreposées à l'abri de l'humidité.</p> <p>[...] Les locaux sont pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.</p> <p>Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de [...] et autres produits dangereux. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains et cuves de traitement. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.</p>
<p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'il a choisi de stocker les produits chimiques dans le local "réserve" disposant d'une porte coupe-feu car ce n'est pas un lieu de passage et de stockage de produits finis contrairement à l'atelier comportant le traitement de surface. Parmi les produits chimiques stockés, les produits DBP302 et AVESTA204 possèdent les mentions de danger H301 et H310.</p> <p>Des machines sont présentes dans ce local et le personnel qui y accède n'est pas formellement désigné et spécialement formé aux risques associés aux produits chimiques stockés.</p> <p>L'exploitant a indiqué que 4 personnes (sur un effectif de 14 personnes) sont formées au risque chimique (attestations de formation non consultées le jour de l'inspection).</p>
Observations : L'exploitant doit désigner et assurer la formation des personnes qui ont accès au stockage de produits dangereux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thème(s) : Risques accidentels, FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; Point 7.2 de la FDS : conditions de stockage sûr, y compris les éventuelles incompatibilités</p> <p>Constats : Les produits incompatibles présents dans le local "réserve" sont les produits acides (DBP302, DBP 2000, DBP451 = acides forts) et un produit basique (lessive de soude à 30% utilisée pour le traitement des effluents liquides = base forte). Ils sont stockés sur des rétentions distinctes et dans leur emballage d'origine en matière plastique.</p> <p>(cf. point de contrôle suivant sur les rétentions pour incompatibilité de matériau des rétentions)</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fiche de données de sécurité du produit DBP302 révision n°7 du 16/11/2022 - fiche de données de sécurité du produit DBP2000 révision n°9 du 16/11/2022 - fiche de données de sécurité du produit DBP451 révision 5 du 23/11/2022 - fiche de données de sécurité de la lessive de soude à 30% révision n°3 du 15/05/2019
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.).</p> <p>Constats : Au §7.2 de la fiche de données de sécurité de la lessive de soude, une incompatibilité du produit avec les matériaux de conditionnement en métal est indiquée. Le produit est bien stocké dans son emballage d'origine en matière plastique mais le bac de rétention situé en-dessous est en métal. Il y a donc un risque en cas de déversement du produit dans la rétention.</p> <p>Les produits acides sont stockés sur des rétentions en matériau plastique compatible.</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fiche de données de sécurité du produit DBP302 révision n°7 du 16/11/2022 - fiche de données de sécurité du produit DBP2000 révision n°9 du 16/11/2022 - fiche de données de sécurité de la lessive de soude à 30% révision n°3 du 15/05/2019
Observations : L'exploitant doit supprimer le risque d'incompatibilité lié à la rétention située sous le container de lessive de soude et indiquer les actions correctives prises en ce sens.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 III
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels.</p> <p>Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment.</p> <p>Article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral du 13/05/2013</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 205 m³. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.[...]</p>
<p>Constats : Suite à l'inspection du 26/06/2020, l'exploitant a rédigé une procédure relative à l'utilisation du bassin de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie ou d'épandage accidentel. Cette procédure indique via une photo l'emplacement du regard où se situe le dispositif d'obturation du bassin à manœuvrer en cas de sinistre.</p> <p>Après visite à proximité de ce regard, la photo du regard présente dans la procédure n'est pas très explicite sur la manière de manœuvrer le dispositif. Par ailleurs, le dispositif n'est pas clairement signalé sur place.</p> <p>Lors de la visite sur place, il a été constaté que le volume du bassin de confinement (250 m³ d'après le plan fourni) est disponible (bassin vide).</p> <p>Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure SP-75-20-a confinement des eaux incendie - plan de récolement ref. 20111218-RE15013A du 22/05/2015
<p>Observations : L'exploitant doit clairement signaler le dispositif d'obturation du bassin de confinement et clarifier sa procédure de confinement des eaux incendie.</p> <p>En outre, l'exploitant est invité à régulièrement entretenir le bassin, afin notamment d'y empêcher le développement de végétation, qui pourrait dégrader voire percer la membrane étanche.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 III
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. [...]
Constats : La procédure de confinement des eaux d'incendie SP-75-20-a n'est pas affichée à l'accueil de l'établissement ou dans d'autres endroits visibles du personnel susceptible de la mettre en œuvre. L'exploitant a indiqué que 3 personnes peuvent mettre en œuvre cette procédure : le chef d'atelier, la personne responsable des achats et le gérant. Document consulté : - procédure SP-75-20-a confinement des eaux incendie
Observations : L'exploitant doit afficher la procédure de confinement des eaux en cas de sinistre et s'assurer de sa diffusion à l'ensemble des personnes susceptibles de la mettre en œuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet